

Programme Alpha du SCFP

L'alphabétisation des adultes en 2017

RAPPORT - JUIN 2018



Remerciements

Les membres du Programme d'alphabétisation du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) remercient Margerit Roger pour son travail de recherche, d'entrevues et de rédaction pendant une année pour produire le présent rapport final. Ce rapport nous fournit un excellent portrait de l'alphabétisation au Canada en 2017. Nous remercions Christine Huff pour son soutien et ses recherches au Québec.

Le SCFP, Margerit Roger et Christie Huff tiennent à remercier toutes les personnes qui ont participé aux entrevues et pris le temps de partager généreusement leurs expériences et leurs opinions. C'était un privilège d'entendre leurs témoignages de dévouement et leurs anecdotes humoristiques dans des situations parfois difficiles, et de connaître leur vision de l'avenir de l'alphabétisation des adultes. L'engagement profond envers les apprenants, les programmes, les collectivités et les principes sont évidents, d'un océan à l'autre. Merci pour ce voyage dans le paysage canadien de l'alphabétisation!

Nous remercions sincèrement Brigid Hayes, qui a révisé l'ébauche du document et qui a fourni des idées et renseignements précieux.

Réserve

Le présent rapport présente les renseignements et les enjeux qui ont fait l'objet de discussions lors des entrevues avec les chercheuses, en 2017. Lorsque nous avons demandé des commentaires sur le rapport en février 2018, nous avons appris que de nouvelles initiatives et collaborations avaient débuté à certains endroits, mais aussi que certaines voies de communication s'étaient éteintes. Certains répondants ont obtenu de nouveaux emplois, et certains organismes interrogés pour ce rapport ont probablement fermé leurs portes. Cela nous rappelle que l'alphabétisation est en mouvance et qu'elle peut être vulnérable à la perte de contacts, même en une seule année.



Table des matières

Sommaire général	2
Introduction	5
Le cœur de l'alphabétisation bat toujours	5
But de cette étude	6
Un mot au sujet des mots	7
Méthode de travail	8
Résultats	9
La situation de l'alphabétisation	9
Les points communs	
La définition de l'alphabétisation	
Réduire la stigmatisation	
La nécessité de réseaux nationaux et provinciaux	
Diversité ou fragmentation	
Les apprenants	
À la recherche de solutions durables	
Recherche et développement	
Défense des intérêts et politique	22



Sommaire général

En janvier 2017, le bureau national du SCFP a lancé une étude de recherche sur un échantillonnage des activités d'alphabétisation des adultes, offertes partout au Canada. Quels organismes continuent à fournir des programmes, à embaucher des praticiens de l'éducation, ou à élaborer des politiques d'alphabétisation des adultes? Et ce, malgré les compressions budgétaires fédérales en alphabétisation qui ont débuté en 2006, et qui ont pris fin avec le retrait du financement des réseaux d'alphabétisation des adultes en 2014? Est-ce que les programmes pour les Autochtones, les anglophones et les francophones avaient adopté de nouvelles formes ou de nouvelles approches pendant que les provinces tentaient de s'adapter à la nouvelle réalité du financement? Nous avons supposé que les fournisseurs de services et les réseaux s'étaient retirés, réorientés et qu'ils poursuivaient leur travail par d'autres moyens. Le besoin de programmes d'alphabétisation des adultes n'avait pas diminué au cours des années.

En plus d'apprendre « qui fait quoi », le SCFP espérait trouver des personnes ou des groupes intéressés à entreprendre une initiative, au-delà des frontières provinciales et territoriales, pour relancer les conversations nationales et, éventuellement, former une coalition pour pousser le gouvernement fédéral à reprendre son rôle de meneur en matière d'alphabétisation des adultes.

Près de 40 représentants de l'alphabétisation des adultes au Canada ont été interrogés dans le cadre de l'étude. Leurs perspectives portaient sur les sujets ci-dessous :

Les programmes d'alphabétisation de la base

- > Les organismes-cadres (provinciaux et nationaux)
- > Les initiatives financées par le gouvernement fédéral
- > Les programmes financés par les gouvernements provinciaux
- > Les programmes d'alphabétisation pour les anglophones, les francophones, les Autochtones et les personnes sourdes, et les programmes en anglais langue seconde
- > Les communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM)
- > Les programmes en milieu rural
- > Les programmes en milieu urbain
- > Les programmes dans le Nord
- > Les programmes affiliés aux collèges
- > Les programmes communautaires
- > Les programmes de lecture, d'écriture, de mathématiques
- > Les programmes intégrés à la culture, intergénérationnels, axés sur les valeurs
- > Les programmes d'alphabétisation numérique
- > Les programmes préparatoires à l'apprentissage
- > Les programmes axés sur les compétences de base et l'employabilité
- > Les programmes à budget très restreint
- > Les programmes gérés en partenariat
- > Les programmes de bénévolat

Comme nous pouvons le voir dans cette liste, le mouvement d'alphabétisation des adultes est encore dynamique et actif dans tout le pays, dans une vaste gamme de formats, avec un soutien financier provincial ou fédéral ainsi que des subventions de projets, des partenariats avec des entreprises et des campagnes de financement. Et le travail est alimenté par le profond dévouement et le cran à toute épreuve des praticiens de l'alphabétisation qui refusent d'abandonner à leur sort des adultes qui essaient d'apprendre de nouvelles compétences.



Il y a un puissant désir commun de rétablir les liens, de reprendre les enjeux qui doivent être réglés, et d'obtenir à nouveau l'engagement du gouvernement fédéral. Cependant, les dernières années ont été difficiles pour de nombreux programmes d'alphabétisation des adultes au Canada.

Le retrait du financement de la plupart des organismes provinciaux/territoriaux sous le gouvernement Harper, ainsi que les importantes réductions budgétaires dans la recherche, la sensibilisation, le développement et la prestation des services, a eu des répercussions importantes à long terme. L'affaiblissement du sentiment de faire partie d'une mission nationale et la perte de visibilité publique ont eu pour effet de réduire l'engagement dans quelques provinces. Encore plus près de la base, l'isolement des programmes individuels a miné le partage des ressources qui aurait pu atténuer la pression sur les budgets restreints. Sans réseaux provinciaux ou nationaux, les défis communs ne peuvent plus être traités collectivement. De plus, les nouvelles recherches et les nouvelles visions de l'alphabétisation sont moins susceptibles de faire partie du discours.

On le constate non seulement dans la réduction de la cohésion sociale et des progrès de l'alphabétisation des adultes, mais aussi dans le vécu des apprenants. D'après les renseignements de la base, étant donné l'absence d'une vision nationale et la réduction de l'engagement des gouvernements provinciaux, les ressources ne sont pas toujours disponibles pour communiquer avec les apprenants les plus vulnérables. Ceux-ci ont déjà du mal à affronter la surabondance d'informations, la bureaucratisation des processus quotidiens, la numérisation, les marchés d'emploi très concurrentiels, l'appauvrissement culturel, et l'accélération des changements technologiques.

Le danger, si les occasions d'apprentissage appropriées ne sont pas largement accessibles, c'est que certains membres de notre société soient poussés à devenir encore plus marginaux. Certains apprenants peuvent ressentir cette situation plus fortement que d'autres, notamment les francophones, les autochtones, les sourds, les nouveaux arrivants et les membres des communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM). Cependant, les groupes marginalisés comprennent aussi un nombre croissant de jeunes défavorisés, d'aînés qui tentent d'accéder aux renseignements en ligne, d'apprenants en régions éloignées, de personnes en zones rurales à la recherche de services et de soutien à l'apprentissage, et de travailleurs qui tentent de suivre l'évolution des exigences du marché du travail. Les besoins d'apprentissage en alphabétisation sont partout. S'il n'y a pas assez de ressources pour répondre à ces besoins, nous devrons faire des choix difficiles.

Les organismes de base en alphabétisation font leur possible pour répondre aux différents besoins avec des ressources obtenues à l'aide de divers partenariats locaux ou provinciaux, même si les besoins dépassent ces ressources. Ils sont des maîtres de l'innovation et de l'efficacité, et leurs employés passionnés et dévoués s'efforcent de garder les portes ouvertes pour aider les gens de leurs communautés, contre vents et marées, depuis de nombreuses décennies. Les dirigeants et les praticiens de l'alphabétisation partout au Canada conviennent qu'il est urgent de relancer une conversation nationale sur l'alphabétisation des adultes avant que le mouvement s'affaiblisse encore davantage. Dans leur ensemble, ils souhaitent rétablir les liens entre eux. Leur sentiment d'urgence est évident, car on ne peut pas fonctionner seulement avec du dévouement et des bouts de chandelles. À mesure que les gouvernements provinciaux et que les demandes régionales changent, les organismes d'alphabétisation doivent continuer à chercher de l'aide et à se conformer aux priorités de différents bailleurs de fonds pour survivre.

Des penseurs et des visionnaires trouvent des emplois dans d'autres domaines, et leur précieuse expérience se perd. Les chercheurs sont plus isolés. Les voies de communication au niveau national, qui ont été construites avec soin pendant plusieurs décennies, commencent à disparaître. Au-delà des arguments économiques, nous avons besoin d'une discussion qui tienne compte des aspects sociaux et culturels. La bonne nouvelle, c'est que les personnes interrogées pour ce rapport veulent une vision nationale et une stratégie de mise en œuvre à long terme. Cette vision et cette stratégie doivent répondre aux besoins d'alphabétisation de base des Canadiens, et, de plus, reconnaître les enjeux associés : le maintien des emplois, le niveau des revenus, la santé physique et mentale, l'accès à l'information numérique, la participation citoyenne et le mieux-être social.

Comme tant de personnes interrogées l'ont dit : « Il est difficile d'exagérer l'importance de l'alphabétisation sous ces formes diverses et interreliées. Pour répondre à nos besoins individuels et sociaux, nous devons avoir la capacité d'assimiler et d'utiliser différents types d'informations. » Les praticiens de l'alphabétisation et les décideurs veulent rétablir les points de contact entre eux. Ceci permettra de mieux partager les renseignements et les ressources, d'apprendre les uns des autres, de collaborer à la formation et au perfectionnement, de mener des recherches pour améliorer les programmes, et d'aller de l'avant avec un



sentiment de solidarité collective. Ils veulent aussi défendre les intérêts des apprenants, qui sont souvent démunis, désemparés et déconnectés des processus et systèmes qui s'imposent souvent à eux. Pour les groupes qui sont plutôt dispersés, comme les communautés autochtones, les apprenants sourds et les membres des communautés de langues officielles en situation minoritaire, des rapports plus forts permettraient de faciliter le partage des ressources et l'expertise pour appuyer les apprenants dans toute leur diversité.

Plus important encore, les personnes interrogées savent intuitivement que l'alphabétisation des adultes est le « canari dans la mine »; car elle annonce un danger à venir. L'abandon de personnes marginalisées aura un impact qui touchera tout le monde, tôt ou tard, directement ou indirectement. Les praticiens et décideurs de l'alphabétisation de partout au pays veulent que le gouvernement fédéral assume à nouveau son rôle de meneur dans l'alphabétisation des adultes. Il doit démontrer ce leadership en élaborant des stratégies et politiques qui favorisent l'apprentissage continu pour tous les Canadiens.

En résumé, les entrevues ont démontré que les praticiens et les leaders de l'alphabétisation des adultes veulent ce qui suit :

Stratégie et sensibilisation

- > Une stratégie réaliste à long terme du gouvernement fédéral pour servir de « phare » à l'alphabétisation des adultes (au sens large et inclusif), et un plan pour appuyer une gamme de possibilités d'apprentissage et de formation continue.
- > Des campagnes de sensibilisation pour expliquer ce qu'est l'alphabétisation, pourquoi des gens peuvent avoir besoin d'aide pour développer leurs compétences, et la vraie nature de l'alphabétisation, qui dépasse l'éducation et la formation.
- > La reconnaissance de la complexité et de la gravité des enjeux sociaux qui sont souvent liés à l'alphabétisation des adultes, et les ressources nécessaires pour réaliser de solides progrès auprès des apprenants défavorisés.
- > Une meilleure compréhension du public du fait que des niveaux supérieurs d'alphabétisation, au sens large, peuvent avoir un effet positif sur la vie des personnes, sur le fonctionnement des systèmes et sur le mieux-être de la société, et que les investissements en alphabétisation sont rentables.
- > Une meilleure reconnaissance du fait que l'alphabétisation existe dans un contexte culturel et collectif (milieux ruraux, urbains, socio-économiques, ethnoculturels, nouveaux arrivants, langues, identités de genre, travailleurs, région du Nord, Autochtones, sourds) et que cela touche l'apprentissage et la structure des programmes, les méthodes et les contenus.
- > Une vision des pratiques et des programmes qui peuvent soutenir les différents apprenants efficacement et de manière holistique.

Réseaux

- > Un réseau national, tenant compte des besoins des groupes de base, pour faciliter l'élaboration de politiques, la communication, le perfectionnement des formateurs et le partage des renseignements et ressources.
- > Des possibilités d'apprentissage en ligne, avec une infrastructure Internet accessible et ouverte pouvant atteindre les communautés éloignées et offrant en ligne des informations et des programmes flexibles et accessibles.

Ressources

- > Un financement de base à long terme au niveau provincial ou territorial de programmes pertinents et adaptés aux apprenants, pouvant soutenir ceux qui sont confrontés à plusieurs obstacles.
- > Un financement adéquat des programmes à l'échelle provinciale ou territoriale pour reconnaître la valeur du tutorat et de l'enseignement en offrant des salaires concurrentiels, des augmentations de salaire et un perfectionnement professionnel.
- > Un financement pour mener des recherches et développer de nouveaux programmes et du matériel didactique.
- > Un financement au niveau provincial ou territorial pour répondre aux attentes plus élevées concernant la reddition de comptes et pour la mise à jour des ressources et des technologies, au besoin.

Comme disait une personne interrogée : « L'alphabétisation des adultes devrait être respectée, financée, et intégrée. » Une conversation nationale est nécessaire pour y arriver.



Introduction

Le cœur de l'alphabétisation bat toujours

Si vous interrogez les praticiens de l'alphabétisation des adultes et les dirigeants de coalitions, ils vous diront que les années de l'ère Harper ont été des années sombres. Selon toute apparence, le gouvernement fédéral a intentionnellement pris des décisions pour tenter d'éliminer le mouvement national d'alphabétisation des adultes. Avec l'aide du Secrétariat national à l'alphabétisation, le mouvement de l'alphabétisation des adultes avait lancé une conversation nationale chez de nombreuses personnes qui travaillaient ensemble pour faire progresser les idées sur l'accès à l'alphabétisation des adultes. Les conversations nationales ont été réduites au silence par la réduction du financement qui a commencé en 2006 et qui s'est poursuivie jusqu'en 2014. Il reste, cependant, quelques porte-paroles persévérants.

Premièrement, le partenariat entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires ont pris fin. Plusieurs aspects des programmes ont été perdus : l'implication communautaire, la recherche, le développement de projets et de matériels innovateurs, et le partage d'information. Suite aux coupes budgétaires, les organismes nationaux sont devenus démunis et ont fermé leurs portes. Les employés et les ressources se sont volatilisés après un dernier effort pour rester en contact et sauver de la déchiqueteuse certaines ressources précieuses. Au même moment, les organismescadres provinciaux qui avaient servi de carrefours de communication et d'actions revendicatrices ont perdu leur financement. Beaucoup ont fermé leurs portes, parfois après de pénibles et vaines tentatives pour retrouver d'autres sources de financement.

La formation des praticiens et le partage des ressources ont fortement diminué. L'élaboration et l'enseignement de programmes ont été fournis avec le soutien des gouvernements provinciaux et territoriaux, d'administrations locales, d'établissements postsecondaires ou de partenariats avec des entreprises. Malheureusement, après 2008, de nombreux organismes d'alphabétisation n'ont pas réussi à faire la transition au financement des Ententes sur le marché du travail (EMT) ni à trouver le moyen de faire pression sur leurs gouvernements provinciaux pour influencer la façon de dépenser l'argent des EMT. Pour ceux qui avaient longtemps travaillé en alphabétisation, le choc a été dur,

surtout en constatant le mépris envers les populations marginalisées et sa réduction au strict minimum. Le mouvement d'alphabétisation, autrefois dynamique et animé, a été presque détruit.

Les émotions intenses exprimées concernant la perte du financement du gouvernement fédéral démontrent la passion et l'engagement des praticiens envers leur travail, les apprenants et la justice sociale. Or, même si les dommages sont profonds et importants, le travail de l'alphabétisation des adultes se poursuit encore dans de nombreuses régions du Canada, même s'il n'a plus le profil et le soutien d'autrefois. À certains endroits, ces programmes survivent avec un très petit budget grâce au dévouement et à l'engagement personnel d'employés qui savent à quel point leur travail est important. À de nombreux endroits, ces programmes fonctionnent de façon minimale, mais fonctionnelle, grâce à une petite armée de tuteurs bénévoles dirigés et soutenus par des leaders locaux dévoués qui cherchent à mobiliser des ressources locales.

À certains endroits, on trouve une gamme inspirante de programmes et de politiques. Les programmes d'alphabétisation des adultes y sont particulièrement dynamiques. Ils sont soigneusement planifiés, innovateurs, fondés sur la recherche et l'exploration et soutiennent activement l'amélioration des politiques. Il y a même des endroits où le militantisme pour inciter le gouvernement fédéral à s'engager à nouveau dans l'alphabétisation des adultes fait son apparition, de façon créative et éloquente.

Réduire le financement des programmes et des réseaux ne fait pas disparaître les besoins en alphabétisation. Les gens mènent une vie difficile chaque jour parce qu'ils doivent écrire des courriels pour expliquer quelque chose, lire un bail, trouver leurs relevés bancaires, aider leurs petits-enfants à faire leurs devoirs, poser leur candidature pour un nouvel emploi, transmettre des traditions culturelles, exprimer des idées créatives, gérer leurs médicaments et lire les brochures des campagnes. Les gens veulent toujours apprendre.

D'après nos entrevues, l'espoir d'obtenir davantage deprogrammes d'alphabétisation des adultes s'est probablement renforcé depuis les coupes budgétaires, car tant de programmes ont été réduits ou réorientés vers l'employabilité et des compétences de plus haut niveau. Certains praticiens – surtout ceux qui travaillent dans les régions pauvres en ressources – ont déclaré que les Canadiens



marginalisés et peu alphabétisés sont stigmatisés et relégués au second plan, encore une fois. Ils ne savent pas où obtenir de l'aide. Pour cela, des ressources sont nécessaires pour aider les apprenants qui ont des troubles mentaux, des problèmes d'apprentissage ou qui doivent suivre un cours d'anglais langue seconde. Mais aussi, pour régler les problèmes de pauvreté, de santé et de mieux-être.

Les directeurs des programmes n'ont pas assez de temps pour assumer leurs responsabilités de plus en plus exigeantes : l'élaboration des programmes, la planification de l'enseignement, la rédaction de propositions de financement, la rédaction des rapports, la planification des campagnes de financement, la sensibilisation des décideurs, le réseautage, la communication avec les apprenants et des bénévoles potentiels dans diverses régions de leur province. Il est difficile de trouver des collègues dans d'autres provinces ou territoires avec lesquels comparer ses expériences et résoudre les problèmes. Quelques blogues personnels sont devenus les ressources où obtenir des renseignements plus analytiques. De plus, hors des universités, les recherches sur l'alphabétisation des adultes sont rares. Le travail politique et de défense de droits pour l'alphabétisation des adultes se fait surtout localement ou lorsque des projets particuliers réunissent des gens de plusieurs provinces ou territoires dans un but précis à court terme.

Quelques conversations nationales pourraient permettre d'établir quelque chose de plus officiel. Un groupe spécial s'est formé pour discuter des implications de la subvention canadienne pour l'emploi (SCPE) dans l'alphabétisation des adultes. Avec des gens de presque toutes les provinces et territoires (le SCFP a été actif dans ce groupe) qui continuent de promouvoir l'inclusion des personnes peu alphabétisées au sein d'Emploi et Développement social Canada. Un comité de mobilisation pancanadien a été formé avec entre autres RESDAC, ABC Life Literacy Canada, CDÉACF, ICEA, ainsi que des intervenants individuels. Ils voulaient ajouter l'alphabétisation aux priorités électorales du fédéral et suivre les progrès du gouvernement fédéral vers un réengagement dans ces enjeux.

Cependant, pour la plupart des personnes interrogées pour ce rapport, la conversation nationale portait principalement sur le financement (tant le financement fédéral direct que le fait d'encourager les provinces à y contribuer aussi). Elle portait aussi sur le perfectionnement des praticiens, le

partage des ressources et la collaboration au-delà des frontières provinciales. Ces priorités peuvent être particulièrement cruciales pour les programmes qui s'adressent aux apprenants minoritaires dans un contexte majoritaire. La conversation portait sur la recherche et une meilleure compréhension de l'évaluation, de l'apprentissage des adultes, des liens complexes entre l'alphabétisation et la culture, de la numérisation de l'information et du mieux-être individuel et communautaire.

Pour les leaders de l'alphabétisation, elle portait sur la nécessité d'une vision et d'une stratégie nationales qui reconnaissent ce que les gens du milieu savent trop bien et nous partagent que: « Nous négligeons de donner à des citoyens l'accès à des occasions et nous le faisons à nos risques et périls. » Les conséquences de notre négligence peuvent être retardées, mais ne peuvent pas être ignorées. Non seulement le manque de possibilités d'apprentissage pour les adultes est vu comme une injustice au niveau individuel, mais nous remarquons ses effets secondaires dans tout le système. En même temps, nous savons que le fait d'assurer des possibilités d'apprentissage dans le système pour tous les Canadiens aura des répercussions sociales positives qui amélioreront le mieux-être de toute la société.

Est-ce que l'urgence de l'alphabétisation des adultes doit être ramenée à l'avant-plan des discussions? Est-il possible de reconstituer les morceaux du casse-tête pour répondre aux besoins actuels? Cette étude a examiné les moyens de reprendre une conversation nationale globale à partir des petites conversations qui ont déjà débuté.

Objectif de cette étude

L'objectif initial de cette étude était de rétablir les liens du SCFP national avec les représentants du mouvement de l'alphabétisation des adultes et de déterminer comment les praticiens et les leaders de l'alphabétisation des adultes à l'échelle locale et provinciale/territoriale avaient réorienté et maintenu leur travail. En effet, les besoins de développement de l'alphabétisation des adultes n'ont pas diminué ces dernières années. Nous espérerions trouver des personnes et organismes qui travaillaient dans l'alphabétisation des adultes avant les réductions budgétaires, et qu'il soit encore possible d'accéder aux précieuses ressources et connaissances du milieu.



En plus d'établir qui fait quoi, l'étude visait à trouver les expériences et les besoins partagés à travers le pays et à trouver des personnes ou groupes intéressés à communiquer avec les praticiens et les leaders d'autres régions, au-delà des frontières provinciales et territoriales. Il y a aussi, potentiellement, une volonté de former une coalition qui puisse faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il assume à nouveau son leadership en alphabétisation des adultes, selon ses diverses définitions et approches, en tenant compte de ses liens avec un grand nombre d'autres objectifs nationaux.

Le SCFP a lui-même joué un rôle de leader important dans le mouvement national de l'alphabétisation au cours des années, en proposant de nouvelles perspectives au discours dominant sur l'alphabétisation des adultes, mais aussi en créant des programmes innovateurs d'alphabétisation syndicale, en élaborant des politiques à l'échelle locale, provinciale et nationale. Lorsque le contexte actuel sera plus précis, le SCFP pourra prendre des décisions au sujet de son rôle dans les initiatives à venir.

Un mot au sujet des mots

Le mouvement d'alphabétisation a longtemps eu de la difficulté avec son nom, en partie en raison des jugements et de la stigmatisation des personnes ayant de la difficulté à lire, écrire, à utiliser un ordinateur, gérer leurs finances, naviguer dans les systèmes, et « lire le monde ». L'utilisation de certains termes normatifs et souvent oppressifs comme « qualifié » ou « succès » a eu pour effet de marginaliser des personnes ayant d'autres types de connaissances ou d'expressions. On présume que l'apprentissage à l'école est le point de référence et que les gens qui n'y ont jamais eu complètement accès ou qui ne fonctionnent pas bien dans ce milieu sont traités comme des personnes ayant des faiblesses. Tout cela parce que la participation à la société urbaine contemporaine exige beaucoup de compétences de type scolaire. Cette exigence de participer à la vie en société, en toute égalité, touche profondément la vie individuelle de ces personnes, mais aussi de nous tous.

Le mouvement d'alphabétisation tente de s'attaquer à ces inégalités en offrant des possibilités d'apprentissage, sans poser de jugements, aux personnes qui veulent acquérir de nouvelles compétences et qui autrement seraient exclues. Au début, l'objectif était de remédier à ce qu'on appelait l'« analphabétisme ». Or, en examinant les différents types de connaissances et de critères de succès, de nouveaux volets se sont ajoutés en plus de « l'alphabétisation de base » : l'alphabétisation en milieu de travail, l'alphabétisation numérique, les compétences civiques, les compétences financières, les compétences en santé, les compétences en informatique.

Cette compréhension de la diversité de l'alphabétisation, associée à la recherche sur les intelligences multiples et à la sensibilisation au caractère inapproprié de la culture binaire, a permis de préciser que le mot alphabétisation représente une chose adaptable et en mouvance ayant plusieurs facettes. Certains théoriciens ont suggéré le terme « littératies » ou « littératie située » pour refléter plus fidèlement sa nature contextuelle. Ce qu'une personne dans le nord du Canada veut apprendre peut être très différent de ce qui est important pour un pêcheur dans les Maritimes, pour un travailleur en Saskatchewan, ou pour un réfugié qui vient d'arriver à Toronto.

Dans le présent rapport, le terme alphabétisation est utilisé au singulier, mais ne désigne pas un domaine fixe, prédéterminé. Il est utilisé dans son sens le plus large, pour inclure la variété des définitions que nous avons découvertes au cours des entrevues. Ce terme comprend des services d'alphabétisation en français, en langue des signes ou dans les langues autochtones.

De plus, nous présumons ce qui suit dans le présent rapport :

« L'alphabétisation est un droit humain fondamental et le fondement de l'apprentissage continu. Elle est essentielle au développement social et humain et donne la capacité de transformer des vies. Pour les personnes, les familles, et les sociétés, c'est un instrument d'autonomie pour améliorer sa santé, ses revenus et sa relation avec le monde. »¹

Pour plus de renseignements sur les définitions de l'alphabétisation dans le monde, veuillez consulter le document de l'UNESCO, *Alphabétisation et alphabétisme*, *quelques* définitions.²

¹ https://fr.unesco.org/themes/alphabetisation-tous

² http://www.unesco.org/education/GMR2006/full/chap6_fr.pdf



Méthode de travail

La première étape consistait à préciser le champ de la recherche, étant donné que le terme « alphabétisation » peut être défini et utilisé de diverses façons. Il faut reconnaître que les programmes d'alphabétisation peuvent maintenant s'appeler Compétences essentielles, Rattrapage, Éducation des adultes, Littératie financière ou Éducation civique dans différents établissements, organismes et groupes communautaires. Parfois, l'appellation a changé pour s'adapter aux changements dans le financement ou les mandats. Nous avons pris la décision d'utiliser le terme dans son sens large, plus conforme au pluriel « alphabétisations » de façon à ce que les programmes d'alphabétisation financière, de compétences essentielles, d'alphabétisation numérique, de littératie des systèmes, de littératie en santé axés sur l'apprenant soient inclus.

La recherche a commencé par un cycle de réseautage dans les médias sociaux, d'examens de sites Web et de lecture de rapports. Les lignes directrices d'un rapport de 2015 du SCFP/ABC³, rédigé par Patricia Nutter, ont été particulièrement utiles pour établir une liste de personnes-ressources. Nous avons communiqué avec les personnes clés dans chaque province ou territoire. À partir des nouveaux renseignements tirés de ces premières conversations, nous avons augmenté ou réduit la liste des personnes-ressources.

Nous avons communiqué avec plus de 60 organismes et personnes en tout, par courriel ou par téléphone, de janvier à avril 2017. Ces organismes comprenaient de petits groupes communautaires, des programmes affiliés aux collèges et des organismes-cadres. Certains, malheureusement, avaient fermé leurs portes ou n'avaient pas le temps de participer à des entrevues. Malgré tout, l'objectif était de recueillir une large gamme de points de vue des différents secteurs du domaine de l'alphabétisation : l'alphabétisation des anglophones et des francophones, des groupes de langues en situation minoritaire ou majoritaire, l'alphabétisation des Autochtones et des sourds. Nous voulions aussi recueillir les points de vue de communautés petites, moyennes et grandes, dans une diversité de provinces et territoires.

Près de 40 organismes et personnes ont répondu à nos premiers courriels et ont accepté de participer à l'entrevue semi-structurée⁴ qui portait sur certains ou tous les sujets suivants :

- > programmes et activités actuels
- > public cible des programmes, s'il y a lieu
- > format des programmes offerts (en ligne, en personne)
- > partenaires de travail en alphabétisation ou en compétences de base (au sens large)
- > changements démographiques ou tendances observées
- > les défis qui semblent se poser dans l'alphabétisation des adultes dans chaque région
- > l'innovation des programmes ou méthodes
- > les recherches effectuées, s'il y a lieu
- > les actions revendicatrices à l'échelle municipale, provinciale, régionale ou fédérale
- > l'intérêt à rétablir les liens avec le mouvement d'alphabétisation des adultes à l'échelle nationale

Les réponses ont été très généreuses et extrêmement positives concernant l'initiative du SCFP de communiquer avec les groupes d'alphabétisation et d'entreprendre une brève conversation nationale grâce à cette étude. Beaucoup de gens ont dit que cela leur donnait espoir. Ils ont dit qu'ils trouvent intéressant d'apprendre ce que font les praticiens de l'alphabétisation des autres provinces et ce sur quoi ils travaillent et ils appuient fortement tout effort pour un regroupement national.

Certains répondants ont envoyé des courriels de suivi pour fournir des renseignements supplémentaires, des références ou des orientations. Lors des premières entrevues, environ 30 autres personnes-ressources ont été proposées. Nous avons mené des entrevues par téléphone avec ces nouvelles personnes, au besoin. Cependant, nous n'avons pas eu assez de temps pour faire un suivi auprès de toutes les personnes-ressources proposées.

Pour examiner les activités d'alphabétisation au Québec, nous avons engagé un deuxième chercheur de Montréal pour interroger les organismes d'alphabétisation francophones et les programmes pour anglophones minoritaires

³ Ce rapport de 2015 comprenait l'examen des bases de données des programmes d'alphabétisation qui étaient encore actives dans tout le pays.

⁴ Une réunion de groupe a eu lieu au Manitoba en raison de la proximité de la chercheuse.



et pour trouver de possibles organismes ou personnesressources en alphabétisation syndicale au Québec. À mesure que les thèmes et questions clés faisaient leur apparition, nous les inscrivions dans le rapport, qui est structuré de façon à donner un aperçu des thèmes fréquents, ainsi qu'un aperçu des activités et des points de vue particuliers dans les provinces et territoires.

Ce résumé contient seulement des renseignements sur les thèmes récurrents. Mais, si une conversation nationale sur l'alphabétisation reprend de nouveau, il serait intéressant de faire un inventaire précis des programmes d'alphabétisation des adultes dans les provinces et territoires. Comme le disait un spécialiste de l'alphabétisation : « Le cœur de l'alphabétisation bat toujours » et il y a beaucoup de raisons d'être fiers de ce que nous avons réalisé, malgré les grandes difficultés.

Résultats

Le domaine de l'alphabétisation des adultes au Canada est diversifié et conçu pour s'adapter aux ressources, aux besoins et aux intérêts locaux. Malgré tout, il y a une perspective commune autour des enjeux principaux. Voici un aperçu des enjeux qui ont été l'objet d'un grand consensus lors des entrevues, ainsi que certains points de vue différents.

La situation de l'alphabétisation

Le mouvement d'alphabétisation des adultes a toujours été mené par dévouement, passion et militantisme. Les besoins des apprenants motivent les praticiens, mais orientent aussi la structure, le contenu et l'approche des programmes d'alphabétisation. La compréhension de la nécessité d'une meilleure équité sociale grâce à l'accès à l'apprentissage mobilise de nombreux praticiens dans le domaine. Elle favorise le travail pour améliorer les communautés, les organismes et les systèmes pour tous. Malgré les initiatives étonnantes qui se situent au niveau local, le mouvement national d'alphabétisation des adultes n'est plus maintenant que l'ombre de lui-même ; il a perdu de sa diversité et de son dynamisme.

Dans les provinces et territoires où on a fourni un effort pour maintenir un niveau de financement adéquat, on y maintient une bonne diversité des programmes et les organismes liés à l'alphabétisation ont la possibilité d'aider les bénévoles et les praticiens selon la portée de leur mission. Cependant, même dans les zones où la couverture géographique semble assez bonne, on estime que les programmes ne peuvent pas répondre aux besoins locaux. Ainsi, on constate le roulement élevé des bénévoles, le manque d'heures par semaine, des programmes désuets ou le manque de possibilités d'apprentissage progressif.

Certaines provinces ont adopté une approche plus structurée, axée sur l'emploi, et ont confié aux organismes des mandats de programmes et de ressources, leur accordant ainsi un profil provincial un peu plus élevé. Cette structure s'accompagne d'une augmentation des ressources et de la coordination, mais aussi d'un contrôle gouvernemental plus serré et de mesures d'évaluation plus quantitatives.

Dans des petites localités, des projets de recherches et d'innovation sont financés par les gouvernements provinciaux ou territoriaux et par le gouvernement fédéral. À ces endroits, les organismes ont pu établir des partenariats interprovinciaux pour collaborer et partager les renseignements. Il semble y avoir aussi une analyse critique qui établit des liens entre l'alphabétisation et la culture, l'alphabétisation et l'identité, et entre l'alphabétisation et l'inclusion socio-économique.

Afin de maintenir l'alphabétisation des adultes dans les régions où seul un financement très restreint est offert pour les programmes ou la coordination, il a fallu entreprendre des activités de financement, des partenariats innovateurs et des associations avec des entreprises. Même dans les régions où l'organisme-cadre provincial est réduit à une seule personne qui fait tout pour soutenir les programmes locaux, chacun fait de son mieux avec les miettes qui restent. On sait à quel point c'est important pour les apprenants.

Cependant, les liens nationaux ont presque tous disparu, et, avec eux, la voix unifiée réclamant une amélioration politique et systémique. Il n'y a pas de possibilité de bénéficier d'économies d'échelle et le perfectionnement professionnel dans une région ne peut pas facilement bénéficier à une autre région. Presque toutes les personnes interrogées



souhaitent des liens entre les provinces, d'abord et avant tout pour un perfectionnement professionnel, mais aussi pour renforcer la solidarité dans le mouvement et obtenir davantage de ressources et un plan national. Le projet du SCFP national pour commencer à « relier les points » est vu avec beaucoup d'excitation et d'espoir et presque toutes les personnes interrogées voulaient participer d'une façon ou d'une autre à une conversation nationale renouvelée, si possible.

Points communs

Définition de l'alphabétisation

De quoi s'agit-il? Il est important de trouver une définition appropriée de l'alphabétisation. Or, cette définition change selon la perspective de différents acteurs. Au niveau de la base, il est moins important de définir les paramètres précis de l'alphabétisation que d'aider une personne à comprendre où elle en est. Dans les bureaux des bailleurs de fonds, le plus important est d'établir des limites pour l'utilisation des ressources limitées et de démontrer dans quelle mesure les ressources ont bien été utilisées. Pour les évaluateurs, comme ceux du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), le but est d'isoler les volets de l'alphabétisation afin de recueillir des données qui serviront à élaborer diverses politiques⁵. Pour plusieurs politiciens, l'alphabétisation est surtout vue comme un outil économique, comme une cause de la pauvreté et non comme une question de transformation individuelle ou de mieux-être collectif.

Ces tensions amènent de nombreux défis. L'alphabétisation signifie différentes choses pour différentes personnes et son absence ou sa présence est importante de différentes façons. Définir l'alphabétisation de façon approximative ou très précise a des conséquences. De plus, la volonté de reconnaître les réalités et d'éliminer les injustices varie. Cependant, les praticiens d'expérience disent que l'alphabétisme est une capacité dont la forme change constamment; c'est un

mélange de connaissances, de compétences, de cultures, une compétence qui touche de nombreux aspects de la vie d'une personne, mais aussi l'ensemble de notre société.

Cela suggère que l'élaboration d'une vision ou d'une stratégie nationale de l'alphabétisation des adultes exigera beaucoup de collaboration et de négociation. Mais la plupart des personnes interrogées ont dit qu'il est nécessaire, pour obtenir le soutien du public, que celui-ci ait une bien meilleure compréhension de ce qu'est l'alphabétisation. Cette compréhension est nécessaire également pour faire des progrès dans les autres enjeux associés, comme le sousemploi, la perte de la culture, la marginalisation sociale, l'inégalité de l'accès à l'information ou le désengagement de la vie sociale et politique.

Quel nom lui donner? Les termes utilisés au cours des décennies dans le mouvement de l'alphabétisation démontrent un approfondissement de la compréhension du travail et des gens au cœur du mouvement, autant que l'évolution des méthodes. Cependant, même si nous avons délaissé des termes comme « analphabétisme » pour adopter des termes plus neutres comme « alphabétisation », « alphabétisme » ou « littératie » et « compétences essentielles » associées au travail, de nombreuses personnes interrogées croient que les termes actuels simplifient ou déforment trop ce que les participants tentent de réaliser dans leur propre vie.

Quelques personnes ont affirmé qu'elles souhaitaient qu'il y ait moins de discussion à propos de « ce qu'est l'alphabétisation » ou « quel nom lui donner » pour consacrer plus d'énergie aux programmes. Il semble que d'autres termes comme programme de formation de base des adultes, éducation des adultes, amélioration des compétences ou formation en informatique sont parfois utilisés pour réduire la stigmatisation, en dirigeant l'attention vers les objectifs associés. Les objectifs associés peuvent être personnels, comme être un modèle pour ses enfants ou encore scolaire, comme obtenir un diplôme d'études secondaires. Cependant, les termes sont souvent liés au travail (au sens d'« emploi »), et, à travers lui, un certain niveau et une certaine qualité de vie.

Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) a été mis en œuvre par l'OCDE pour comparer les niveaux d'alphabétisation entre les pays, pas nécessairement pour améliorer le succès des apprenants, mais pour examiner l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation, l'étendue et l'importance de l'analphabétisme, les écarts entre les marchés du travail et l'éducation et la formation, l'équité de l'accès à l'éducation et la mobilité entre les générations, le passage des jeunes de l'éducation au travail, l'identification des populations à risque, les liens entre les compétences cognitives clés et les variables, comme les données démographiques, les antécédents scolaires et la santé. http://www.oecd.org/fr/competences/piaac/evaluationdescompetencesdesadultes.htm



Dans certaines régions où le marché du travail est en baisse, ou lorsque certains segments de la population ne peuvent pas obtenir un bon travail sans certains diplômes, la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences offre l'espoir d'une vie plus facile. Mais le terme alphabétisation peut aussi désigner le développement du langage en général.

Dans certains programmes francophones, l'alphabétisation en français est très étroitement liée au développement de la langue française et à la conservation de la culture. Il en est de même pour les apprenants anglophones minoritaires au Québec. Dans le Nord, la définition d'alphabétisation en inuktitut tient compte des tentatives d'identifier les étapes coloniales qui ont accompagné l'éducation officielle. Un nouveau programme consiste à enseigner l'anglais langue seconde autant qu'à favoriser l'alphabétisation et l'intégration.

L'alphabétisation et bien plus encore. Il n'est pas étonnant que presque tous les répondants aient expliqué que lorsqu'ils utilisent le terme « alphabétisation », ils parlent de quelque chose de bien plus large que la lecture, l'écriture et les mathématiques. Dans un petit nombre d'organismes, la définition de l'alphabétisation inclut explicitement, par exemple, la littératie en santé, l'éducation financière et les connaissances civiques. Il semble cependant que les programmes d'alphabétisation, dans les limites de leurs ressources, tentent de répondre aux besoins et objectifs des apprenants, tout en répondant aux exigences imposées par le financement et la reddition de comptes.

Personne n'a utilisé le terme « alphabétisations » ou « littératies » au pluriel dans les entretiens. Mais presque tous ont signalé que les participants développent un ensemble de compétences individuelles, à multiples facettes, qui permettent de participer à la société et de répondre aux besoins individuels et collectifs.

Dans le Nord, on a mentionné que l'alphabétisation contribue de façon importante au mieux-être, parce que, par exemple, elle aide à bâtir une confiance en soi et à prendre de nouveaux risques. Les programmes d'alphabétisation techniques ont insisté sur la nécessité de comprendre et de soutenir la personne dans son entièreté. L'apprenant construit la confiance et l'espoir, et s'attache à sa culture, surtout dans une langue minoritaire et dans les milieux autochtones. L'approche de la personne globale nous permet de comprendre le contexte de l'apprenant avant d'en arriver à des conclusions sur qui il est et ce dont il a besoin.

Les programmes visent à soutenir l'apprenant le plus globalement possible. Mais les mandats attachés au financement sont souvent trop étroits. L'alphabétisation n'est considérée par personne comme un enjeu indépendant de tous les autres. Même les organismes axés sur les compétences de base insistent sur le fait que leurs programmes ne visent pas le développement de compétences isolées pour le travail. En effet, la pensée critique, la résolution de problèmes, le leadership et la préparation au travail exigent une définition large et globale de « l'alphabétisation » pour aboutir à de bons résultats. Ils ont reconnu que cela exige des ressources, mais ils ont aussi mentionné que le manque de ressources démontre que ce sont souvent les bailleurs de fonds qui ne comprennent pas ce qu'est vraiment l'alphabétisation.

Bref, presque toutes les personnes interrogées ont déclaré explicitement ou implicitement que les programmes d'alphabétisation sont des outils de croissance personnelle et d'intégration sociale, professionnelle, éducative, économique, politique, culturelle et civique. Ils sont donc étroitement liés à la dignité humaine, aux droits de la personne et aux enjeux d'équité.

Réduire la stigmatisation

Le public ne sait pas ce qu'est l'alphabétisation.

Au moins la moitié des répondants ont dit qu'il y a une fâcheuse stigmatisation du terme « alphabétisation ». Presque toutes les personnes interrogées ont exprimé le désir de voir se développer une plus grande sensibilisation autour du terme. Une personne a déclaré : « Il faut changer la façon dont l'alphabétisation est considérée. La situation est vue comme un problème entre « nous et eux », non comme un problème qui nous touche tous. »

Le lien entre l'alphabétisation et la classe sociale est compliqué, car certains arguments concluent que les personnes sont responsables de leur faible niveau d'alphabétisation et, par conséquent, de leur pauvreté (malheureusement présenté comme un fardeau économique pour la société). Cette opinion contribue à la stigmatisation. Malgré les recherches internationales sur le sujet, il y a très peu de discussions publiques sur l'interdépendance des nombreux facteurs : la classe sociale, la sécurité alimentaire, la santé mentale, la culture, les capacités, le lieu géographique, le logement, la race, le sexe et la scolarité.



Quelques personnes ont dit qu'elles souhaitent que le gouvernement fédéral fasse preuve de leadership en menant des campagnes contre la stigmatisation. Les faibles niveaux d'alphabétisme au pays ont des répercussions sociales et économiques importantes qui ne sont pas largement reconnues. De nombreuses personnes pensent que les apprenants sont mal compris et injustement jugés, que le besoin de programmes d'alphabétisation a été interprété comme un échec du système scolaire et qu'on refuse de l'appuyer, car « il y a déjà assez d'argent des contribuables consacré à l'éducation ». Le travail des praticiens de l'alphabétisation est fortement sous-estimé en raison de l'image négative des cours d'alphabétisation des adultes et de l'incapacité de payer les tuteurs et les enseignants les salaires qu'ils méritent. Le fait que certains apprenants des programmes d'alphabétisation ont des problèmes de pauvreté, de maladie, de logement, des emplois précaires et des troubles de toxicomanie est une autre cause de stigmatisation. « On ne tient toujours pas compte de l'alphabétisation, a déclaré une personne interrogée, même si elle est liée à tous ces enjeux de base. »

Certaines des personnes interrogées qui travaillent dans le domaine depuis des années souhaitent un retour à l'époque où l'alphabétisation faisait visiblement partie des discussions sur l'apprentissage des adultes. L'alphabétisation était soutenue par des activités publiques amusantes et des rassemblements organisés par les conseils nationaux et provinciaux de l'alphabétisation. Ces activités permettaient de maintenir cet enjeu sur la place publique, mais aussi d'afficher le visage fier des apprenants. Quelques personnes attribuent le retour de la stigmatisation directement au sous-financement sous le gouvernement Harper. Il en résulte l'absence de ressources adéquates et d'une prise de parole pancanadienne coordonnée.

L'alphabétisation et les compétences de base.

Certaines personnes interrogées pensent que la distinction entre l'alphabétisation et les compétences de base (définies à l'époque par Ressources humaines et Développement des compétences Canada, maintenant appelé Emploi et Développement social Canada) a renforcé la stigmatisation. En effet, les compétences de base font plus directement référence à l'emploi et sont donc considérées comme plus précieuses que l'alphabétisme en général. Dans les programmes du nord, où l'économie est fondée sur les ressources naturelles, la différence est encore plus grande, car elle crée une définition trop restreinte de ce qui est

« essentiel ». Dans certaines provinces, toutefois, les deux concepts sont traités de façon interchangeable ou comme faisant partie intégrante d'un processus d'apprentissage.

Dans les situations où les deux types de programmes sont traités de façon différente, l'alphabétisation est plus souvent décrite comme étant plus primaire, même si les niveaux d'alphabétisation, tout comme les compétences de base, suivent les mêmes niveaux allant de faible à élever.

En l'absence d'une définition plus large qui rapprocherait l'alphabétisation en milieu de travail et les compétences de base, la valeur attachée à un programme par rapport à l'autre se reflète dans la façon dont les bailleurs de fonds traitent les programmes axés sur le travail par rapport aux programmes communautaires. Dans certaines provinces, le développement et le financement des compétences de base sont privilégiés, souvent basés cependant sur une idéologie purement affairiste. Elles sont vues comme étant d'une plus grande importance.

Les programmes communautaires, pour leur part, sont gérés par des bénévoles qui mènent des programmes d'alphabétisation axés sur des objectifs de perfectionnement social ou personnel. Ces programmes sont parfois perçus comme étant moins essentiels, mais plutôt optionnels et axés sur les loisirs. Le fait d'établir des liens entre l'alphabétisation et les autres enjeux démontre l'importance de l'alphabétisation par rapport aux nombreuses facettes de la vie contemporaine et du mieux-être.

Les praticiens de l'alphabétisation sont des

spécialistes. La perception du statut inférieur de l'alphabétisation est également liée à l'absence de statut professionnel des praticiens de l'alphabétisation. Même si les praticiens de l'alphabétisation doivent avoir une large gamme de compétences approfondies pour aider les apprenants à développer leurs compétences, la plupart d'entre eux ne reçoivent pas un salaire correspondant et n'ont pas de possibilités de se perfectionner en tant que professionnels. Par exemple, il y a peu d'établissements qui offrent des études en enseignement de l'alphabétisation, ou donne accès à des ateliers ou des conférences. Comme l'a dit un répondant, il n'existe pas de code de Classification nationale des professions (CNP) pour cette profession, malgré tous les efforts fournis en ce sens.



Sans un réseau national, les occasions de partage des pratiques efficaces pour les programmes en enseignement/tutorat sont presque inexistantes. Plusieurs personnes ont suggéré que, comme pour les éducatrices de la petite enfance (autrefois considérées comme des gardiennes d'enfants plutôt que des éducatrices), rehausser le profil des éducateurs en alphabétisation pourrait aussi réduire la stigmatisation.

L'alphabétisation et la fierté. La lutte contre la stigmatisation de l'alphabétisation a été partagée partout au pays, mais a été particulièrement approfondie dans le Nord en raison d'un effort conscient pour décoloniser l'éducation des adultes. Dans le Nord, on cherche à établir la définition de l'alphabétisation, proposée par un aîné, qui reconnaît l'importance de voir et de savoir ce qu'on voit. Il faut renforcer le sentiment de fierté et ajouter une nouvelle compréhension à ce que signifie « être alphabétisé ». Cela veut dire, par exemple, de montrer les liens entre l'alphabétisation, la connaissance du territoire, les arts traditionnels et l'artisanat. Le fait d'avoir obtenu un peu de financement ces dernières années a aidé.

Au Québec, il y a un esprit militant qui est fondé sur la fierté de poursuivre des objectifs de justice sociale et culturelle, que ce soit dans un milieu de langue majoritaire ou minoritaire. Le lien avec la culture, dans les milieux anglophone et francophone, a renforcé le lien entre l'alphabétisation, ainsi que l'identité et la fierté culturelles. Les programmes ont obtenu un financement leur permettant d'exercer leurs activités et d'intégrer à leur travail des éléments de culture et de justice sociale.

Sur une plus petite échelle, des répondants du Collège Bow Valley ont parlé de l'alphabétisation avec un grand sentiment de fierté, car leurs programmes sont fournis dans un centre d'excellence postsecondaire. Ils ont obtenu récemment un financement pour faire d'importants travaux de recherche et d'innovation dans les compétences de base.

Les répondants de certains programmes locaux ont aussi exprimé une grande fierté en affirmant soutenir les personnes marginalisées et « lutter très fort » pour les aider. Ils semblent refuser la stigmatisation et se tourner plutôt contre les systèmes d'oppression.

La nécessité de réseaux nationaux et provinciaux

Le réseau national est réduit au silence. La collaboration à l'échelle locale, provinciale ou régionale est devenue beaucoup plus difficile et rare depuis la disparition des organismes-cadres pancanadiens.

De nombreux répondants ont parlé d'un sentiment de cloisonnement depuis que la plupart des organismes et regroupements nationaux ont dû fermer leurs portes. Les personnes qui travaillent dans le domaine depuis longtemps se souviennent des liens qu'ils avaient autrefois. Les nouveaux venus dans le domaine aimeraient communiquer avec leurs collègues des autres provinces. Il y a un sentiment de déconnexion inquiétant et dangereux dans le domaine parce que l'information ne circule pas. On croit que le manque de transparence et de communication au Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) contribue à ce cloisonnement. Un répondant a dit que le BACE s'entoure de secret.

Le manque de communication entre les praticiens et les dirigeants de l'alphabétisation, ainsi qu'entre le gouvernement fédéral et les gens du domaine a été mentionné dans presque toutes les entrevues. Le manque de contacts avec les collègues a été décrit comme une perte grave et un inconvénient, car le partage de l'expertise, des idées et des documents facilite la gestion avec l'appui d'un minimum de ressources.

Tous les répondants ont également mentionné que le manque de contact avec le gouvernement fédéral est frustrant et déroutant. Ils croient que les problèmes d'analphabétisme sont liés à des problèmes de développement social et économique que le gouvernement fédéral dit tenter de régler ; celui-ci- devrait donc s'intéresser à l'alphabétisation des adultes.

Quelques répondants ont déclaré que le manque de communication au pays empêche la proposition de politiques solides, parce que les porte-paroles locaux, individuellement, n'ont pas assez de pouvoir. La solidarité – non seulement pour améliorer l'alphabétisation, mais aussi pour lutter pour un changement positif – est perçue comme fortement diminuée, mais absolument nécessaire. Or, certains ont exprimé la crainte de perdre du financement



en raison de ce qui pourrait être défini comme du « lobbying ». On a mentionné qu'un organisme national serait capable de favoriser l'alphabétisation mieux que les organismes individuels pourraient le faire.

Établir des contacts avec des collègues. Certains praticiens ont collaboré à des projets, mais très peu ont encore des contacts réguliers avec des praticiens, dirigeants ou organismes en alphabétisation des adultes d'autres provinces ou régions que la leur. Les praticiens de l'alphabétisation du Nord ont des contacts occasionnels avec des collègues des Maritimes.

Des organismes francophones et autochtones sont restés en contact grâce à leurs réseaux respectifs. L'un des rares projets financés par le gouvernement fédéral en zones rurales a établi des liens entre certains praticiens de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et du Québec.

Pour certains dirigeants en alphabétisation, les réunions de planification annuelles de Peter Gzowski Invitational sont les seules occasions de communiquer avec leurs collègues canadiens. Pour les employés du gouvernement provincial dont les responsabilités en alphabétisation sont liées aux mandats d'éducation (au lieu des mandats économiques ou du marché du travail), le Conseil des ministres de l'Éducation sert aussi de point de liaison.

Les organismes nationaux. On a souvent mentionné que le Canadian Literacy and Learning Network (CLLN) était un important carrefour de l'alphabétisation avant les réductions budgétaires. Beaucoup de gens sont très tristes d'avoir perdu la base de données nationale en alphabétisation des adultes/COPIAN, et la bibliothèque de l'alphabétisation de Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC), maintenant appelé Emploi et Développement social Canada (EDSC). On a dit que ABC Life Literacy Canada, Frontier College et le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC) font partie de ce qui reste du réseau national.

Provincial coalitions. Les répondants déplorent la perte de la plupart des grands réseaux nationaux, mais aussi des organismes-cadres provinciaux. Quelques coalitions provinciales ont réussi à rester ouvertes et actives avec un financement provincial. Mais dans la plupart des cas, les

autres employés ont dû réduire énormément leurs activités et se concentrer sur les besoins locaux. Dans certaines provinces, certains groupes d'alphabétisation ont entrepris certaines fonctions naguère assumées par le gouvernement dans le cadre d'ententes de service, par exemple, l'aide pour présenter des demandes de financement, le perfectionnement professionnel, des conférenciers, des tâches administratives.

Literacy Quebec, par exemple, apporte un soutien aux programmes d'alphabétisation anglophones du Québec, et commence à fournir un appui aux programmes d'alphabétisation des anglophones en situation minoritaire dans les provinces de l'Atlantique. Cependant, les groupes ou personnes qui ont essayé d'entreprendre ces rôles ne peuvent pas assumer toutes les tâches des anciens organismes-cadres. Leurs ressources sont limitées et de nouveaux mandats sont apparus. Certains ont dit que leurs capacités de revendiquer sont fortement limitées, par peur que leur financement soit menacé. Dans certaines provinces, de nouveaux organismes ont été mis sur pied pour bâtir un réseau provincial de défense de droits. Dans ces provinces, la nécessité d'établir des contacts et de communiquer a atteint un sommet, ce qui encourage les groupes d'alphabétisation à se réunir. Il reste à voir quels rôles joueront ces groupes à l'avenir et s'ils adopteront un rôle de défense des droits ou d'élaboration de politiques lorsqu'ils seront plus solidement établis.

D'autres réseaux. Il faut mentionner qu'il y a aussi d'autres organismes, des établissements postsecondaires, des organismes pour les nouveaux arrivants, des organismes culturels et des groupes de métiers syndicaux qui sont témoins de problèmes d'alphabétisation et qui peuvent offrir de précieux renseignements provenant de leurs réseaux. Des collèges, par exemple, reçoivent un financement de base pour des programmes d'apprentissage de base. Ils peuvent servir de ressource locale stable, même si leur financement n'est pas suffisant pour leur permettre de s'attaquer aux problèmes à grande échelle.

Diversité ou fragmentation

Maintenir la diversité dans le domaine de l'alphabétisation des adultes tout en le gardant uni. L'un des points forts du domaine de l'alphabétisation des adultes a toujours été sa capacité de s'adapter aux apprenants locaux

⁶ Selon des commentaires de 2018, ABC Life Literacy Canada a entrepris des conversations nationales par téléconférence pour discuter des besoins de programmes et de recherches.



et au contexte local. Cela permet une saine diversité des modèles et des méthodes des programmes qui renforce la capacité de répondre aux besoins des apprenants locaux tout en créant une expérience et une expertise précieuses sur le plan national. Par exemple, nous avons des programmes fondés sur la culture des Inuits dans le Nord, des programmes pour l'alphabétisation en français créole dans une ville de taille moyenne de l'Ontario, un centre d'accueil offrant un programme informatisé formé de travailleurs mis à pied dans une petite ville de la Saskatchewan, des programmes de compétences de base pour les pêcheries de la côte Est, et des programmes de formation offrant un soutien à l'emploi et à l'alphabétisation intégrée au Manitoba. La diversification des activités et des partenariats locaux contribue clairement à leur survie. Les intervenants locaux voudront appuyer les initiatives bénéfiques sur le plan local.

Cependant, sans une vision ou une stratégie nationale et sans un réseau national pour assurer la circulation de l'information entre les régions, l'alphabétisation au pays pourrait se fragmenter si les provinces et les territoires se mettent chacun à « s'occuper de leurs affaires » sans établir des contacts et sans se réunir dans un avenir très proche.

Par exemple, dans les régions où le financement des programmes d'alphabétisation a été transféré des ministères de l'Éducation aux ministères de l'Économie ou du Travail, le succès est plus souvent mesuré en termes commerciaux plutôt qu'en termes éducationnels ou en termes définis pour l'apprenant. En effet, dans les bases de données gouvernementales, le succès est mesuré par des « indicateurs de rendement ». Autre exemple, plusieurs provinces ont élaboré des stratégies d'alphabétisation provinciales. Mais, même si certaines stratégies comprennent l'alphabétisation des sourds, des francophones et des Autochtones, l'alphabétisation anglophone est plus souvent prioritaire.

Certains aspects de l'alphabétisation devraient idéalement être communs dans les provinces et territoires. Sans orientation ni financement à l'échelle nationale, les stratégies élaborées par les provinces sont appliquées de manière bien inégale. De plus, des gens de plusieurs provinces ont dit que leur stratégie provinciale n'est pas toujours activement utilisée pour guider l'élaboration des politiques ou la prise de décisions.

Le pouvoir du financement. Bien entendu, le financement définit souvent ce que les activités d'alphabétisation peuvent comprendre, mais aussi ce que les organismes peuvent entreprendre en dehors des programmes. Il y a un fragile équilibre entre le financement et l'autonomie. Un financement important provenant d'une ou deux sources peut permettre une planification complète, la mise en œuvre de programmes et services à long terme, ainsi qu'une plus grande possibilité de recherche. Mais il augmente l'obligation de rendre des comptes à un seul bailleur de fonds.

À l'inverse, plus un organisme doit rendre des comptes à plusieurs bailleurs de fonds, plus il est difficile de se concentrer sur les programmes et sur ce que les apprenants demandent. Pour garder leurs portes ouvertes, les dirigeants de l'alphabétisation doivent consacrer beaucoup de temps à faire connaître leurs organismes à divers bailleurs de fonds, à bâtir des relations avec des entreprises, à rédiger constamment des propositions et à recueillir des fonds de toutes les façons possibles. Les priorités de financement déterminent ce que l'organisme peut offrir.

Dans le Nord (Nunavut, Territoire du Yukon, Territoires du Nord-Ouest), l'alphabétisation a reçu un soutien plus généreux grâce à un partenariat entre le BACE et CanNor, dont le mandat est le développement du Nord. La collaboration, la recherche et l'innovation sont activement encouragées et financées (habituellement par le biais du réseau collégial). Par conséquent, de nouveaux modèles de programme sont accompagnés par la recherche participative et la communication des résultats aux praticiens. De même, le Québec a récemment fourni de nouveaux fonds pour l'alphabétisation des adultes, permettant de créer de nouveaux projets, programmes, recherches, partenariats et perfectionnements professionnels.

Dans la plupart des provinces, cependant, les nouveaux fonds sont rares. Des gouvernements provinciaux ont fourni un certain financement et un engagement à remplacer certains financements fédéraux qui ont été éliminés. Mais selon plusieurs organismes, les montants accordés sont restés les mêmes ces dernières années ou ont même récemment diminué. Plusieurs répondants ont affirmé que, lors des années suivant l'adoption des Ententes sur le marché du travail, les tentatives de pression de nombreux organismes d'alphabétisation provinciaux sur les administrations locales pour obtenir du financement n'ont pas été efficaces. Cette



étude n'a pas étudié pourquoi les compétences et les stratégies utilisées au niveau fédéral pour obtenir de nouveaux financements n'ont pas été plus largement appliquées au niveau provincial.

Dans certaines provinces, le financement et la supervision ont récemment été transférés des ministères de l'Éducation ou du Développement communautaire (qui ont une meilleure compréhension de l'alphabétisation des adultes) à des ministères liés au marché du travail. Chacun de ces ministères a ajouté une touche particulière à l'alphabétisation des adultes sous la forme d'attentes ou d'exigences de déclaration des programmes. Ils peuvent donc orienter les activités dans certaines directions. Sans une vision nationale partagée en alphabétisation des adultes, plusieurs organismes estiment que leur financement est devenu encore plus précaire et que le mandat d'apprentissage s'efface graduellement.

Même lorsqu'il y a un certain financement provincial pour le développement, la recherche ou le réseautage, il semble que presque tous les organismes d'alphabétisation des adultes doivent être très créatifs pour développer d'autres partenariats et d'autres sources de revenus. Les programmes communautaires s'appuient sur les groupes ou les entreprises communautaires et d'autres partenaires locaux. Certains organismes d'alphabétisation sont mal à l'aise à l'idée d'entrer en concurrence avec la banque alimentaire locale pour obtenir de maigres dollars de charité.

Il semble y avoir peu d'alphabétisation syndicale au Canada. Les personnes interrogées ont mentionné des partenariats avec des syndicats ou des membres de syndicats seulement à quelques endroits, où des membres de syndicats peuvent siéger au conseil d'un réseau d'alphabétisation. Par exemple, le SCFP a été mentionné plusieurs fois en raison de ses programmes et de son engagement national dans le passé. Il semble que le mouvement syndical joue un rôle de collaboration seulement dans le réseau d'alphabétisation du Québec. Donc, les contributions syndicales (tangibles ou intangibles), qui ont été utilisées comme force unificatrice et qui ont souligné l'importance que les programmes soient axées sur l'apprenant, ne sont pas évidentes.

Les apprenants

De légères modifications démographiques. On a posé aux répondants des questions sur les changements démographiques chez les apprenants. Selon leurs réponses, il semble que la plupart des programmes d'alphabétisation des provinces et territoires sont toujours offerts aux mêmes types d'apprenants (surtout des apprenants en milieu urbain, à faible revenu, marginalisés, de 30 à 50 ans, à des niveaux d'alphabétisme moyens).

Dans certains programmes, il y a eu une augmentation des apprenants de moins de 30 ans et de plus de 50 ans, mais cela semble dépendre de l'économie locale ou des liens à des programmes d'emploi. Par exemple, dans un cas, il y a de plus en plus de travailleurs âgés en raison de l'évolution du marché du travail local. À d'autres endroits, des travailleurs âgés participent parce qu'ils veulent améliorer leurs connaissances en informatique.

En Ontario, on a constaté qu'il y a plus de jeunes apprenants dans plusieurs programmes. Ils sont probablement sortis de l'école secondaire avec de faibles compétences, mais d'autres facteurs sont certainement en jeu. On a présumé que les employeurs sont plus exigeants, qu'ils exigent des jeunes travailleurs qu'ils aient le genre de compétences personnelles qui font maintenant partie des programmes sur les compétences de base. On a indiqué qu'un diplôme de 12^e année est plus souvent nécessaire.

Enfin, on a présumé que les programmes d'emploi des jeunes financés par le gouvernement en Ontario orientent plus de jeunes vers les programmes d'alphabétisation. Un répondant a dit que les gens qui n'ont pas terminé leur $12^{\rm c}$ année attendent environ une dizaine d'années avant d'entreprendre un programme d'alphabétisation ou de rattrapage. Maintenant, il semble que les élèves qui n'ont pas pu trouver un emploi après l'école secondaire reviennent plus vite en classe pour obtenir leur diplôme en tant qu'étudiants adultes.

Certains programmes officiels d'« échelonnement » (planification pour aider les apprenants à progresser d'un programme ou d'un établissement à un autre) semblent attirer dans les programmes d'alphabétisation des apprenants intéressés à des programmes associés aux collèges. Certains de ces programmes semblent mettre davantage l'accent sur les besoins des apprenants autochtones. Cependant, il n'y



a pas d'augmentation importante de la participation aux programmes d'apprentissage en ligne qui pourraient attirer d'autres populations d'apprenants. Très peu de programmes offrent des services de garderie ou d'aide de transport. Et les apprenants de très bas niveau sont encore sous-représentés.

Plus grand besoin de soutien. Même si la démographie des apprenants n'a pas beaucoup changé, les besoins traités par les programmes d'alphabétisation semblent être devenus plus complexes. C'est en partie à cause d'une meilleure compréhension des besoins en santé mentale et aussi des besoins liés à l'environnement physique, au logement, à la santé et aux besoins sociaux des personnes. Plusieurs répondants ont mentionné qu'ils ont de la difficulté à résoudre les problèmes majeurs avec les ressources qu'ils ont. Lorsque le soutien n'est pas disponible, les fournisseurs ont remarqué que les apprenants vulnérables se retirent au second plan, incapables de participer aux programmes sans une aide supplémentaire (comme des billets d'autobus, des services de garderie, de l'aide pour les conflits liés au logement, etc.).

On explique aussi la plus grande complexité par la sensibilisation au besoin d'aide dans le milieu postsecondaire. Par exemple, parce que certains collèges des Maritimes fournissent un soutien pour l'apprentissage ou pour les personnes handicapées, on s'attend à obtenir le même soutien dans les programmes d'alphabétisation associés à ces collèges. Malheureusement, ces ressources ne sont généralement pas offertes pour répondre à ces besoins. Il faut alors se tourner vers des partenariats créatifs ou d'autres sources de financement.

Programme d'anglais langue seconde (ALS).

Plusieurs répondants ont parlé de la nécessité de répondre aux besoins d'alphabétisation des nouveaux arrivants, en partie parce que les programmes d'ALS ne sont pas toujours disponibles. Même si cette étude ne couvre pas le nombre d'apprenants en alphabétisation des adultes dans les programmes d'ALS, un petit nombre de personnes interrogées ont souligné qu'elles ont constaté une augmentation du nombre des nouveaux arrivants qui ont besoin de développer leurs compétences en alphabétisation. Cela a pour effet d'augmenter les responsabilités de certains praticiens de l'alphabétisation, car ils ne connaissent pas tous les Niveaux de compétence linguistique canadiens ni les documents d'alphabétisation en ALS. Les programmes d'alphabétisation comprenant des étudiants en ALS doivent aussi tenir compte

du champ des programmes fédéraux financés par les Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC) dans leur région. Certains programmes ont commencé à offrir des volets de programmes parallèles pour répondre aux besoins d'alphabétisation en ALS.

Les apprenants autochtones. Seul un petit nombre de répondants des programmes non autochtones ont dit qu'ils voient plus d'apprenants autochtones. Mis à part l'utilisation de documents plus appropriés sur le plan culturel, aucun ajustement important n'a été apporté aux programmes. Une répondante de l'Alberta a mentionné qu'il semble y avoir un besoin important de programmes dans les réserves de sa province, mais qu'il n'y a pas assez de fonds ni de bénévoles disponibles. Elle a présumé que les élèves autochtones pourraient participer à des programmes parallèles, mais elle n'en connaît aucun.

Le réseau des programmes et des organismes d'alphabétisation des Autochtones semble, en général, fonctionner de façon parallèle aux programmes francophones et anglophones. Or, dans certains endroits, comme les territoires du Nord et l'Ontario, on trouve un réseau d'organismes connectés qui fournissent des possibilités d'apprentissage adaptées à la culture à tous les niveaux, des plus faibles niveaux d'alphabétisation jusqu'au niveau collégial. Ces programmes peuvent être pris en charge dans certaines régions grâce au financement de programmes pour les langues maternelles (en inuktitut, par exemple) pour soutenir la préservation des langues et de la culture autochtones.

Les apprenants francophones langlophones en situation minoritaire. En général, les programmes d'alphabétisation en français semblent suivre les mêmes tendances que les programmes en anglais. Cependant, d'autres facteurs touchent les programmes d'alphabétisation francophones et anglophones lorsqu'ils sont offerts dans un contexte minoritaire. Les organismes d'alphabétisation en langue minoritaire (par exemple, les programmes francophones hors Québec, et anglophones au Québec) peuvent rechercher des connexions à des programmes offerts aux populations semblables hors de leurs frontières provinciales. Le matériel didactique peut-être plus difficile d'accès. Le financement, par habitant, d'un groupe peut être plus élevé qu'ailleurs. Le pouvoir décisionnel ou la visibilité publique peuvent être différents.



En raison de l'augmentation du nombre des nouveaux arrivants, le matériel d'alphabétisation en français langue seconde (FLS) ou anglais langue seconde (ALS) peut être nécessaire, ainsi qu'un soutien à l'installation. En Ontario, par exemple, 95 pour cent des classes d'alphabétisation francophones sont composées d'apprenants nés au Canada qui ont le français comme langue maternelle. Dans une autre région, le groupe d'apprenants en alphabétisation en français est composé à 95 pour cent de nouveaux arrivants dont la langue maternelle n'est probablement ni l'anglais ni le français. Venus de Syrie, du Bhoutan, du Liban ou de pays d'Afrique, comme le Mali, le Sénégal, le Niger, ils devraient normalement comprendre assez de français oral pour participer aux programmes, mais on les invite tout de même à y participer. Des services d'intégration sont officiellement fournis à ces apprenants par des organismes ayant un financement du programme CLIC. Cependant, il est inévitable que le programme d'alphabétisation doive répondre à certains besoins, sans pour autant avoir le financement approprié. Cela souligne la diversité des besoins dans les programmes communautaires d'alphabétisation francophone.

Le Québec et la réalité de la communauté francophone minoritaire démontrent aussi la complexité de l'alphabétisation dans la langue maternelle de la personne. Lorsque le financement est accordé pour l'alphabétisation dans les deux langues officielles, les problèmes de nombreux Canadiens dont la première langue n'est ni l'anglais ni le français ne sont pas réglés.

Les apprenants sourds: Un seul organisme pour les apprenants sourds a pu être interrogé au cours de cette étude, mais à Deaf Literacy Initiatives, en Ontario, on voit des apprenants de tous les âges et horizons, tout comme dans les autres programmes. Certains sont de jeunes étudiants qui ont de la difficulté dans leurs programmes scolaires et qui se préparent à entrer au collège. Il y a plus d'apprenants autochtones et de nouveaux arrivants qui commencent à participer aux programmes d'Alphabétisation et formation de base (AFB). Deaf Literacy Initiative soutient les programmes comprenant des apprenants sourds ainsi que des apprenants sourds-aveugles.

À la recherche de solutions durables

Presque tous les répondants ont mentionné qu'ils souhaitent sincèrement que leurs programmes deviennent stables et durables. La « durabilité » a été définie par la plupart comme étant fondée sur un financement de base stable permettant d'avoir un personnel stable, un soutien administratif raisonnable, des ressources matérielles appropriées, et des occasions d'expérimentation et de perfectionnement dans les programmes offerts. Cela devrait permettre aussi de se concentrer sur un ensemble d'objectifs au lieu de devoir suivre à la trace les nouveaux objectifs du gouvernement ou des partenaires pour maintenir le financement.

Argent. Sans un financement important qui reconnaît la complexité de l'enseignement des programmes d'alphabétisation, mais aussi le rôle important de l'alphabétisation dans notre société, les programmes locaux ne peuvent pas être efficaces au niveau provincial et les progrès qui ont été réalisés dans l'alphabétisation des adultes sur le plan national (grâce au soutien de la recherche, à l'élaboration de matériel didactique, au développement du réseau, aux stratégies de communication) au cours des décennies précédant Harper, seront détruits.

Les répondants du Nord ont exprimé leur gratitude pour le financement fédéral soutenu. Au Québec, un important appui de la province est offert, même s'il ne permet pas de compenser la perte du financement fédéral. La plupart des personnes ont souligné que la perte d'un financement de fonctionnement fiable, à long terme, a été l'obstacle le plus important aux progrès de l'alphabétisation des adultes qui, autrement, auraient pu être possibles. Le financement d'un groupe est offert dans une enveloppe fermée (montant fixe) qui n'a pas été augmentée depuis quinze ans. Les enseignants de ce programme n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis les 30 années du programme.

Étant donné que les premières réductions budgétaires fédérales ont commencé il y a plus d'une décennie, les provinces et territoires ont pris une partie de la responsabilité de la stabilité financière des organismes. Mais on a affirmé que le financement fédéral qui était offert il y a plusieurs années a joué un rôle important de catalyseur ou de développement. Le manque de communication du BACE a donc contribué de façon importante à la frustration liée au financement de l'innovation ou du développement qui ne peut pas être couvert par le financement provincial.



Sans augmentation du financement provincial et sans information sur les priorités de financement du gouvernement fédéral ou sur l'échéancier de ses projets spéciaux, les organismes ne peuvent pas planifier leurs activités.

Accablés par la bureaucratie. De nombreuses personnes ont indiqué que le sous-financement persistant a un effet démoralisant et épuisant, mais les tâches administratives excessives sont décrites comme étant tout aussi dommageables. Les groupes qui ont obtenu un nouveau financement ont constaté une augmentation de la surveillance et des rapports. L'augmentation des documents exigés dans des délais de plus en plus courts (mensuels ou trimestriels) a été décrite comme « alarmante » par un directeur général. Un autre programme a dû recueillir des fonds pour pouvoir embaucher une personne pour faire la saisie des données. Les représentants d'un autre programme ont parlé « d'une mort à petit feu ». Plusieurs personnes dans différentes provinces ont mentionné devoir constamment rédiger des propositions, seulement pour que l'organisme reste ouvert.

La plupart des autres répondants ont dit qu'ils sont exténués par leurs tâches de rédaction de demandes de subvention et de partenariats. Pour eux, la survie d'une année à l'autre ne correspond pas à une vraie durabilité. Le faible financement et les indicateurs de rendement très stricts mènent à un cynisme envers tout le processus, parce qu'on ne peut pas « se tenir la tête au-dessus de l'eau ». Pourtant, les besoins des apprenants sont bien réels. Cette situation s'applique surtout aux petits programmes des petites collectivités, où les apprenants et les praticiens sont des voisins qui investissent collectivement dans le mieux-être économique et le développement de leur région. Les besoins sont énormes, mais la bureaucratie est perçue comme du gaspillage.

Quelques personnes ont mentionné que les renseignements personnels sur les apprenants qu'ils doivent fournir aux bailleurs de fonds dans la cueillette de statistiques représentent un « envahissement préoccupant » et que « de bons algorithmes ne font pas de bons programmes ».

Programmes à la pièce. Même si les fournisseurs de programmes d'alphabétisation savent que l'alphabétisation est un projet à long terme, plusieurs organismes au pays ont commencé à offrir des programmes courts avec un objectif précis, presque tous liés au travail, pour se montrer plus proactifs et pour attirer les apprenants. La viabilité consiste, pour certains, à offrir ce qui va « vendre » et à maintenir des chiffres élevés pour la production des rapports. On a dit que

ces programmes courts et accrocheurs sont très efficaces pour donner aux apprenants une occasion d'essai d'un programme d'études personnalisé à faible risque. Cependant, ils ne sont pas efficaces pour répondre aux besoins d'apprentissage complexes des apprenants ayant un faible niveau d'alphabétisme. Plusieurs personnes interrogées ont déclaré que l'alphabétisation est trop souvent vue comme une option supplémentaire. Mettre l'accent sur un trop grand nombre de programmes à court terme pourrait conduire à une méthode « à la pièce » qui nuirait à la viabilité des programmes.

Le financement par projet. Dans le même esprit, plusieurs répondants affirment que mettre l'accent sur le financement par projet crée un obstacle à une vraie durabilité parce qu'il faut plus d'un cycle électoral pour accomplir des progrès réels en alphabétisation des adultes. Beaucoup d'énergie est consacrée à gérer la survie de l'organisme d'un projet à l'autre. Seul un petit nombre de personnes voient le financement par projet comme un moyen positif de trouver d'autres sources de revenus pour l'innovation ou l'expérimentation.

La plupart pensent que la gymnastique pour convaincre les bailleurs de fonds prend beaucoup de temps. Mais un flux régulier de projets semble nécessaire pour garder les portes ouvertes. Ces activités mènent à un éparpillement graduel et continu, car certains organismes dépassent les limites de leur mandat seulement pour obtenir du financement. Cette pratique est considérée comme non viable à long terme.

La concurrence au lieu de la collaboration. Dans les provinces où le financement est rare et où la reddition de comptes est axée sur des indicateurs de rendement stricts, les divers programmes financés par le gouvernement (en emploi, éducation, alphabétisation) sont en concurrence. En effet, chacun s'efforce d'atteindre des quotas de participants pour garder son financement. Cela a augmenté la précarité du travail en alphabétisation parce que les programmes n'ont jamais un avenir assuré. Les voies et systèmes de communication ne peuvent jamais être fermement établis. Les participants à un programme d'emploi ne sont pas nécessairement orientés vers un programme d'alphabétisation, même si c'est ce dont ils ont le plus besoin. Personne ne veut voir ses chiffres diminuer.

Il est difficile d'assurer la viabilité d'un programme sans comprendre ce type d'impact. Les praticiens et les décideurs savent d'expérience que, sans alphabétisation, tous les autres



résultats sont pires. Par exemple, une personne a dit que les faibles taux d'alphabétisme ont un impact sur les taux d'apprentissage et les compétences. Selon certains, la planification à long terme (la durée d'un cycle d'apprentissage, par exemple) serait bénéfique pour tous.

Les partenariats ont un effet sur la durabilité.

L'alphabétisation est souvent considérée comme le fondement de l'éducation, de l'économie et du mieux-être socioculturel. Il serait donc logique que les programmes d'alphabétisation soient offerts en collaboration avec une série d'autres programmes de divers domaines, même si développer un partenariat prend du temps et des ressources. Centraide a été mentionné par de nombreux répondants comme étant un précieux partenaire et bailleur de fonds. Dans certaines provinces, on entretient des partenariats avec des entreprises. Les partenariats avec des groupes communautaires sont aussi généralement considérés comme précieux.

Cependant, il peut y avoir un déséquilibre de pouvoir entre ceux qui offrent les programmes et les partenaires ; la priorité aux apprenants, l'approche spécifique et la mission des organismes peuvent parfois être en danger. Sans le soutien gouvernemental, les fournisseurs de services peuvent se sentir abandonnés à eux-mêmes, dans des relations souvent inégales.

De plus, certains ont mentionné que des formateurs en alphabétisation démissionnent parfois pour aller travailler pour un organisme partenaire qui paie mieux ses employés. Ceci nuit évidemment à la stabilité du personnel et à la viabilité de la mémoire et des connaissances de l'organisme. Cette réalité a été durement ressentie après les réductions budgétaires de Harper, lorsque de nombreux spécialistes ont trouvé d'autres emplois. Heureusement, beaucoup de praticiens sont toujours passionnés par le domaine de l'alphabétisation des adultes, même s'ils sont à la retraite ou qu'ils travaillent dans des domaines connexes.

Les obligations à impact social. Pour encourager les initiatives sociales d'investissement privé, certains gouvernements ont créé de nouveaux outils de financement, comme les obligations à impact social, qui offrent aux investisseurs un rendement sur leur investissement si le fournisseur de services répond aux objectifs de rendement promis. Le gouvernement de la Saskatchewan mène présentement une expérience de

financement des compétences de base à l'aide d'obligations à impact social. Il y a aussi des discussions semblables au Manitoba et en Saskatchewan afin que des investisseurs privés s'engagent dans d'autres types d'infrastructures et de programmes sociaux et éducatifs.

Le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) entreprend activement des projets d'obligations à impact social. Malheureusement, exiger un certain niveau de rendement sur un investissement donné peut présenter un risque de dérive des programmes d'alphabétisation vers le secteur privé. Cette approche est axée sur les investisseurs qui tirent un profit des programmes avec un « paiement selon le rendement », qui favorise inévitablement les apprenants de niveau plus élevé liés au marché du travail. Les programmes axés sur des objectifs sociaux risquent d'être évalués à l'aide d'outils de mesures inappropriés.

Un vaste mouvement vers ce type de financement social nuirait à la planification à long terme et aux ressources pour régler les problèmes plus complexes et réduirait la viabilité à long terme des programmes.

Les mesures d'évaluation. Des modèles de financement de plus en plus liés aux résultats économiques ou au « paiement selon le rendement » obligeraient les programmes d'alphabétisation à présenter des arguments commerciaux pour obtenir et maintenir leur financement. Or, les praticiens de l'alphabétisation ne connaissent pas bien ces méthodes d'évaluation (analyse coûts-bénéfices, analyse de l'impact social).

Il y a en Ontario une énorme frustration envers l'énergie consacrée au système de déclaration de « tâches jalons » et de « tâches culminantes » lié au financement du Programme d'alphabétisation et de formation de base. Les tâches jalons et culminantes sont des tâches mesurant les progrès qui exigent beaucoup de temps et qui sont parfois intimidantes pour les apprenants, tout au long de leur programme d'alphabétisation et de formation de base. Elles sont également utilisées pour évaluer l'efficacité des organismes d'alphabétisation à remplir leurs mandats. Parce que l'énergie, le temps et les ressources sont centrés sur l'évaluation, simplement pour maintenir le niveau de financement, la viabilité du programme est menacée. Les mesures d'évaluation ne portent pas sur l'efficacité du programme à long terme, mais plutôt sur la réponse aux exigences des bailleurs de fonds.



De même, on a beaucoup écrit sur les faux liens établis entre les résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) et les politiques qui pourraient être fondées sur ces conclusions. Entre autres, des questions ont été soulevées concernant la structure de l'enquête du PEICA, la validité des évaluations à grande échelle, le lien entre les tâches d'évaluation et la réalité, et même l'accent sur le rapport canadien par rapport à ceux de l'Europe. Évaluer le succès des programmes d'alphabétisation selon des politiques fondées sur de fausses évaluations ne peut pas mener à la durabilité.

Recherche et développement

Peu de temps ou d'argent pour la recherche ou l'innovation. Selon les entrevues, l'innovation des programmes a été limitée étant donné les ressources extrêmement réduites au niveau provincial. De plus, seulement quelques personnes interrogées ont parlé de recherches informelles dans leur programme. Les universitaires qui ont été interrogés pour l'étude semblaient être les seuls à mener officiellement des recherches. Ces universitaires effectuaient une analyse et des recherches liées à l'alphabétisation dans le cadre de leur enseignement, de leur travail ou de leur mémoire de maîtrise ou thèse de doctorat. Les recherches qu'effectue présentement le RESDAC sur les impacts des programmes d'alphabétisation des adultes peuvent aussi faire partie de la catégorie des recherches officielles.

Les répondants ont parlé de leur frustration parce qu'ils doivent consacrer trop de temps à rédiger des propositions et des rapports sur les activités financées, à développer de nouveaux partenariats et à trouver des moyens de survie avec un budget restreint. C'est à un point où ils ne peuvent que rarement travailler au développement ou à l'innovation des programmes. Le financement par projet, parfois offert par des entreprises commanditaires, a toutefois permis à certains groupes d'essayer de nouveaux types de programmes ou d'implication communautaire. Certains organismes d'alphabétisation ont activement cherché des entreprises commanditaires pour des volets d'activités précis. Dans certaines provinces, on espère que les programmes en ligne pourront compenser l'absence d'argent pour faire le travail d'action sociale en personne.

Autre exemple d'innovation, cette fois dans le Nord, on met l'accent sur les cultures autochtones et inuites, qui intègrent les activités culturelles traditionnelles, la participation entre

les générations et l'alphabétisation au sens le plus large. Les possibilités d'apprentissage en ligne sont mises à l'essai dans quelques provinces. Quoi qu'il en soit, presque toutes les personnes interrogées ont exprimé de la frustration parce qu'elles ignorent quels travaux de développement sont effectués dans les autres provinces. Il est clair que le partage de renseignements et de matériel permettrait d'économiser du temps, de l'énergie et de l'argent à tout le monde.

Ressources pédagogiques. Même si plusieurs organismes ont parlé de l'élaboration de programmes (curriculums ou guides de l'enseignant) et de matériel de l'apprenant (documents, images, aide-mémoires, jeux, lecteurs), les répondants n'ont pas souvent mentionné ces activités, sauf ceux qui avaient des sources de revenus dans ce but précis. Il est possible que le matériel soit élaboré par des professeurs et qu'il ne soit pas largement partagé.

Cependant, plusieurs personnes ont mentionné à quel point le Secrétariat national à l'alphabétisation leur manque, pour le financement de l'élaboration du matériel, ainsi que la Base de données nationale en alphabétisation des adultes (COPIAN), parce qu'elle contenait tant de ressources conçues pour les enseignants et les apprenants. Certains praticiens n'ont pas fait la transition vers COPIAN et ont donc perdu le contact avec les ressources offertes. Certains organismes provinciaux ou régionaux mettent des ressources en ligne, et en fournissent l'accès aux gens du milieu, quand c'est possible.

Les ressources pour les programmes d'alphabétisation sont devenues encore plus importantes lorsque la bibliothèque du RHDSC (maintenant EDSC) a fermé sa collection sur l'alphabétisation. À la fermeture de la bibliothèque, COPIAN, le 'Centre for Literacy', ainsi que d'autres organismes sont intervenus et ont demandé à ce qu'on leur envoie les ressources sur l'alphabétisation. Selon une rumeur, certaines de ces boîtes ont abouti dans un garage, en lieu sûr, pour empêcher qu'elles soient détruites.

En ce qui concerne les éditeurs en alphabétisation, *Grassroots Press* est le principal éditeur anglophone mentionné. *Arrownight* a été mentionné comme fournisseur de matériel d'alphabétisation pour les Autochtones. Il y a aussi un éditeur de langue française en alphabétisation. Sur Internet, il n'y a pas beaucoup de matériel au niveau d'alphabétisation appropriée pour les apprenants des programmes francophones ou autochtones.



Perfectionnement des praticiens. Plusieurs organismes d'alphabétisation ont mentionné qu'ils tentent de créer des possibilités de perfectionnement professionnel en réunissant des praticiens locaux pour se réseauter et partager des renseignements. Presque toutes les personnes interrogées ont mentionné que le perfectionnement professionnel est un besoin essentiel et un objectif clé pour un réseau national. On a mentionné que la technique d'enseignement de base est intéressante, mais on réclame de l'aide pour l'augmentation des problèmes complexes auxquels les tuteurs et les praticiens de l'alphabétisation sont confrontés (anglais langue seconde (ALS) santé mentale, intégration, logement, besoins alimentaires, chômage, etc.). Les interactions entre les praticiens, pour partager du matériel et des idées d'enseignement, sont considérées comme très précieuses.

Comme nous l'avons mentionné, plusieurs blogues personnels (Dr Allan Quigley, Brigid Hayes, Christine Pinsent-Johnson) sont utilisés comme ressources par les universitaires et les militants, mais pas par les bénévoles et les enseignants. Les nouvelles idées sur l'alphabétisation et les résultats des recherches sur l'alphabétisation n'ont pas été largement diffusés. Elles n'ont donc pas pu influencer de nouvelles approches de programmes ou d'enseignement.

Défense des droits et politique

Tous les points ci-dessus sont réunis dans le domaine des politiques. Même si de nombreuses personnes interrogées ont parlé de l'urgente nécessité d'une politique plus forte sur les scènes nationales, provinciales et territoriales, seules quelques personnes interrogées collaboraient activement avec leurs propres gouvernements à élaborer des politiques d'alphabétisation des adultes. On hésite à exercer des pressions plus fortes ou à présenter des recommandations de politiques précises par prudence, par peur de « mordre la main qui nous nourrit ». Il peut aussi y avoir des raisons pratiques. Il semble qu'on n'a pas de temps pour « parler de politiques », que ce soit au niveau provincial ou national. Il n'y a pas moyen de communiquer avec des collègues au niveau national pour en savoir plus sur les priorités, et il n'y a pas d'organisme national pouvant favoriser l'élaboration de politiques.

En général, les dirigeants en alphabétisation ne semblent pas penser qu'ils ont un rôle à jouer dans le domaine des politiques. Les personnes arrivées plus récemment dans le domaine ne semblent même pas avoir une grande conscience critique concernant les politiques de l'alphabétisation des adultes ou même la politique en général.⁷

Les praticiens plus expérimentés, qui ont connu plusieurs environnements politiques et types de financement, sont plus directs, mais leur ton est aussi résigné. Un répondant a partagé : « La politique, c'est comme de l'air. C'est autour de nous tout le temps, et habituellement c'est invisible, mais c'est essentiel. Et on le sait quand il y a une mouffette aux alentours! »

Malgré tout, plusieurs dirigeants en alphabétisation travaillent activement dans leur région, en espérant augmenter la sensibilisation à l'alphabétisation pour obtenir un meilleur soutien politique et un meilleur financement. Ils semblent espérer que cette sensibilisation et ce soutien des décideurs politiques puissent mener indirectement à l'amélioration des politiques officielles, même si eux-mêmes ne s'engagent pas activement dans l'élaboration des politiques. Par exemple, des dirigeants en alphabétisation ont mentionné qu'ils ont invité des représentants du gouvernement à des événements d'alphabétisation, car rencontrer des enseignants et des apprenants leur fournirait un contexte réel pour leurs décisions politiques.

Plusieurs personnes ont mentionné que les politiques d'alphabétisation des adultes dans leurs provinces semblent avoir été conçues par des administrateurs qui n'ont reçu aucun conseil des spécialistes de l'alphabétisation. Une politique ou un cadre national pourrait donner un exemple positif aux provinces, qui ont tendance à réduire le financement de l'alphabétisation ou à prendre des décisions qui n'aident pas les apprenants en alphabétisation, une telle politique ou cadre nationale pourrait aussi contribuer à accroître l'équité dans tout le pays.

Plusieurs provinces ont des stratégies à leurs échelles, mais il n'était pas clair pour les répondants quant à savoir si ces stratégies guident les actions régionales d'une façon efficace. Leurs programmes souffrent d'une mauvaise élaboration des

Thomas Sork a établi trois niveaux de qualité pour la planification des programmes : techniquement compétent, ayant une conscience sociale et responsable sur le plan éthique. Seuls les praticiens et les décideurs interrogés les plus expérimentés ont parlé directement ou indirectement des responsabilités éthiques dans le domaine de l'alphabétisation des adultes. Ces personnes ont inévitablement mentionné leur frustration en essayant de collaborer avec Subventions canadiennes pour l'emploi, et leur frustration envers l'utilisation de l'étude du PEICA pour servir de guide politique, sans analyse ni réflexion critique sur les résultats.



politiques. Ces problèmes peuvent toucher les formules de financement, la communication entre divers intervenants, l'échelonnement entre les programmes, le financement lié à des objectifs irréalistes ou une déconnexion entre des organismes qui offrent des services de soutien aux apprenants.

Il y a de petits groupes qui se sont formés pour proposer des politiques d'alphabétisation des adultes au gouvernement fédéral. Ces groupes étaient des comités spéciaux provisoires qui ne se réunissaient pas régulièrement. Dans un cas, le chef du groupe a pris sa retraite et l'une des personnes interrogées ne savait pas si le groupe allait poursuivre ses discussions. Dans un cas plus récent, un groupe de dirigeants en alphabétisation a été invité à présenter un mémoire sur l'alphabétisation des adultes, en prévision du processus budgétaire fédéral.

Des personnes qui travaillent en alphabétisation depuis longtemps ont fourni des commentaires nostalgiques et passionnés sur le Secrétariat national à l'alphabétisation et des commentaires négatifs tout aussi passionnés sur le BACE. On croit que les décisions politiques sont probablement prises par des personnes ou des groupes très éloignés de la base, qui n'ont pas d'information sur les objectifs, les échéanciers et les priorités. Cela entraîne une grande méfiance concernant les objectifs du gouvernement actuel.

De même, plusieurs personnes ont décrit Subventions canadiennes pour l'emploi (EDSC) comme s'il s'agissait d'une grosse « colle » insultante. Les quelques personnes interrogées qui ont tenté de cheminer dans les processus de financement en développant des partenariats avec des employeurs ou des collèges en sont ressorties les mains vides. Et elles ne s'attendaient pas vraiment à réussir. Un répondant a déclaré que l'alphabétisation n'est tout simplement pas assez étroitement liée aux types de besoins de formation qui pourraient être traités par un financement de EDSC. D'autres répondants ont affirmé que l'alphabétisation est perçue comme une dépense périphérique sans conséquence, plutôt que comme une partie intégrante des stratégies de développement économique et social.

En conclusion, pour les personnes qui souhaitent lancer une conversation sur la politique nationale, les enjeux soulevés pourraient se résumer comme suit:

- > **Identité**: Que voulons-nous dire par « alphabétisme »? Qui est touché par les divers degrés d'alphabétisme? Qu'est-ce qui est couvert par les divers degrés d'alphabétisme? Comment la stigmatisation influence-t-elle la volonté du gouvernement de s'engager à fond dans l'alphabétisation?
- > Ressources et programmes : Quelle est la meilleure façon d'aider les gens à acquérir les connaissances de base qu'ils recherchent? Quelles ressources (humaines et matérielles) peuvent le mieux permettre de faire ce travail? Quelle est la responsabilité du gouvernement fédéral et celle des provinces?
- > Recherche et développement : Que devons-nous savoir ou comprendre pour rendre le travail de l'alphabétisation des adultes le plus pertinent, intégré et utile possible? Comment pouvons-nous utiliser ces connaissances pour entreprendre des actions concrètes pouvant améliorer les résultats? Comment le gouvernement fédéral peut-il tirer parti de la recherche et du développement en alphabétisation?
- > Communication: Comment les idées et renseignements clés sur l'alphabétisation des adultes peuvent-ils le mieux atteindre les personnes qui en ont le plus besoin (y compris les gouvernements)? Comment associer les enjeux aux politiques pour renforcer la communication?
- > Mener la lutte : Comment réactiver la conversation sur l'alphabétisation des adultes et s'engager politiquement? Comment pouvons-nous faire mieux comprendre l'alphabétisation au public et au gouvernement, afin d'entreprendre un effort diversifié et uni à la fois? Comment pouvons-nous intégrer l'alphabétisation plus concrètement et de façon plus permanente dans la conscience, le processus décisionnel et les actions des gouvernements?



Les espoirs en matière de politique portent surtout sur ce qui suit :

Stratégie et sensibilisation

- > Une stratégie réaliste à long terme du gouvernement fédéral pour servir de « phare » à l'alphabétisation des adultes (définie au sens large et inclusif), y compris un plan qui prévoit le développement d'une gamme de possibilités d'apprentissage et de formation continue.
- > Des campagnes de sensibilisation pour expliquer ce qu'est l'alphabétisation. Les termes varient selon les lieux et les établissements, les raisons pour lesquelles des gens ont besoin d'aide pour développer leurs compétences, et la vraie nature du travail de l'alphabétisation, qui dépasse l'éducation ou la formation.
- La reconnaissance de la complexité des graves enjeux sociaux qui sont souvent liés au développement de l'alphabétisation des adultes et les ressources nécessaires pour réaliser de solides progrès auprès des apprenants défavorisés.
- > Une meilleure compréhension du public du fait qu'un niveau supérieur d'alphabétisation, au sens large, peut avoir un effet positif sur la vie d'une personne et sur le mieux-être de la société. De plus, l'alphabétisation rapporte plus de bénéfices que le temps, l'énergie et l'argent qu'on y investit.
- > Une reconnaissance que l'alphabétisation se situe toujours dans un contexte culturel et la collectif (milieux ruraux, urbains, socio-économiques, ethnoculturels, nouveaux arrivants, langues, identités de genre, travailleurs, région du Nord, Autochtones, sourds) et que cela touche la structure, l'approche et le contenu des programmes et de l'apprentissage.
- > Une vision des pratiques et des programmes qui peuvent soutenir les différents apprenants efficacement et globalement.

Réseaux

- > Un réseau national, tenant compte des besoins de la base, pour faciliter l'élaboration des politiques, la communication, le perfectionnement des praticiens et le partage des renseignements et des ressources.
- Les possibilités d'apprentissage en ligne, avec une infrastructure internet accessible et ouverte pouvant atteindre les communautés éloignées et offrant des programmes flexibles et accessibles (possibilités d'apprentissage et informations essentielles sur les en ligne).

Ressources

- > Financement de base maintenu (à long terme) à l'échelle provinciale ou territoriale de programmes pertinents et adaptés aux apprenants, pouvant aider les personnes confrontées à plusieurs obstacles.
- > Un financement adéquat des programmes à l'échelle provinciale ou territoriale pour reconnaître la valeur du tutorat et de l'enseignement en offrant des salaires concurrentiels, des augmentations de salaire et un perfectionnement professionnel.
- > Un financement pour mener des recherches et développer de nouveaux programmes et du matériel didactique.
- > Un financement à l'échelle provinciale ou territoriale pour répondre aux attentes plus élevées concernant la reddition de comptes et pour la mise à jour des ressources et des technologies.



Programme Álpha du SCFP

Pour plus de renseignements :

Carol Proulx

Coordonnateur de l'alphabétisation du SCFP Courriel : cproulx@cupe.ca

Syndicat canadien de la fonction publique 1375, boul. Saint-Laurent, Ottawa K1G 0Z7

